

de INFORMATION

BULLETIN DE LA COORDINATION POUR LA LEVÉE DE L'EMBARGO IMPOSÉ À L'IRAK ● MENSUEL ● N° 2 ● MAI 1992 ● 5 F

MONSIEUR MITTERRAND, LEVEZ L'EMBARGO !

Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier ministre,

Au lendemain des dernières élections, vous avez déclaré votre intention de tenir compte du message délivré par le pays. La Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak désire attirer votre attention sur la dimension éthique de la crise de confiance que traverse la France.

Le chômage, l'austérité, le climat des "affaires" frappent tout autant la Bourgogne de M. Roland Carraz, l'Essonne de M. Jean-Luc Mélenchon ou le Territoire de Belfort de M. Jean-Pierre Chevènement que la Normandie de M. Laurent Fabius, les Yvelines de M. Michel Rocard ou le Rhône de M. Jean Poperen. Et, pourtant, ces derniers ont perdu près de 50 % de leur électorat tandis que les premiers, opposants à la guerre du Golfe, ont maintenu leurs positions.

Il apparaît donc que le rejet qui frappe le Parti socialiste est lié, pour partie au moins, à la crise morale provoquée par l'alignement de notre pays sur la politique de M. Bush et par sa participation à une guerre qui se poursuit aujourd'hui encore sous la forme d'un embargo meurtrier.

Qui pourrait durablement ajouter foi aux proclamations humanitaires visant à faire accroire que la France veut aider les populations irakiennes alors qu'elle participe au blocus qui les étouffe, les réduit au chômage et tue leurs enfants ?

Si, comme pourrait le laisser supposer la nomination à un poste ministériel de M^{me} Marie-Noëlle Lieneman, opposante déclarée à la guerre du Golfe, votre gouvernement entend répondre au message des électeurs, il se doit de désengager la France de toute collaboration à une politique condamnée comme crime contre l'Humanité par le tribunal international réuni à New York le 29 février 1992 sous la présidence de l'ex-*attorney general* des Etats-Unis, Ramsey Clark. Il se doit, sans délai, de lever l'embargo, de débloquent les avoirs irakiens et de rétablir les échanges avec ce pays.

Forte de l'appui de cinquante-quatre associations et organisations démocratiques, considérant que, ici et maintenant, est mise en jeu la responsabilité de notre pays et de chacun de ses citoyens, la Coordination s'engage solennellement à intensifier sa campagne pour la vérité, contre la résurgence du colonialisme et pour l'équité internationale fondée sur le respect universel du droit des peuples.

Cette adresse a été approuvée par les manifestants rassemblés le samedi 11 avril 1992, place de la République, à Paris, à l'appel de la Coordination pour la levée de l'embargo

POURQUOI L'EMBARGO

Dans le contexte d'effondrement de l'URSS, de grave crise économique américaine et de naissance d'une Europe concurrente, les Etats-Unis ont saisi l'opportunité, offerte par l'invasion du Koweït, d'exhiber leur force militaire, d'estomper le souvenir du Viêt-nam et d'opérer la mainmise sur les ressources pétrolières de la région du Golfe.

Quand, le 28 février 1991, le cessez-le-feu fut annoncé, certains ont pu croire que les Etats-Unis allaient mettre au pouvoir en Irak des hommes dévoués à leurs intérêts. Quelle erreur ! Les bombardements ont cessé, mais une guerre plus insidieuse et encore plus meurtrière se poursuit sous l'égide des Nations unies, sous la forme d'un embargo, le plus draconien jamais connu.

Sur tout le territoire, du Chatt el-Arab au Kurdistan, des centaines de milliers d'enfants sont morts et quatre millions d'autres, les moins de cinq ans, sont

menacés de mort ou d'infirmité psychomotrice.

Selon la version officielle, ce génocide serait un bon moyen de pression pour obtenir le remplacement de Saddam Hussein par des hommes dignes de la confiance de Washington. En fait, tout démontre que le choix est de laisser en place le régime afin de justifier le maintien des sanctions qui assurent la mainmise américaine sur l'Irak et sur ses ressources, sans prendre le risque qu'un autre gouvernement refuse les conditions imposées. (suite page 4)

NOUVELLES DE LA COORDINATION

Réunie en assemblée générale le 13 janvier 1992, date anniversaire du bombardement terroriste de l'abri de défense passive d'Amirya dans lequel périrent carbonisés mille huit cents femmes et enfants, la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak a choisi de se constituer en association loi 1901 ayant pour but "d'encourager, de développer et de coordonner l'action des collectivités et des personnes pour la levée de l'embargo, des sanctions et des réparations imposés à l'Irak, mesures contraires aux droits des peuples et attentatoires à l'existence du peuple irakien dans toutes ses composantes".

Les adhésions sont soit individuelles, soit collectives (organisations).

En toute indépendance et sans autres moyens que le dévouement de ses adhérents, la CLÉ a inscrit à son actif une série d'actions que nous rappelons brièvement : diffusion de l'"appel du 26 juillet" et collectage de quatre mille signatures ; conférence de presse (13 janvier 1992) et quinzaine culturelle du 11 au 25 ; le 16 janvier, demande d'audience au président de la République (sans réponse) ; organisation, le 18 janvier, d'une manifestation de la République à la Bastille, clôturée par un vibrant appel de René Dumont ; intervention sur le parcours de la manifestation antiraciste du 25 janvier (signatures, diffusion des publications et vente du badge "L'embargo tue, le silence aussi") ; les "Six Heures pour le peuple irakien (4 avril, au théâtre Dejazet) ont permis de donner la parole aux représentants d'organisations (AREV, LCR, MRAP, PCF, les Verts, Citoyennes pour la paix, Enfants du monde, Socialistes de culture musulmane, etc.) et d'applaudir un spectacle de grande qualité animé par dix artistes ; sur le thème "M. Mitterrand, levez l'embargo", la Coordination a organisé le 11 avril, place de la République, un meeting unitaire et fait adopter par acclamations l'adresse au président de la République que nous publions en page précédente ; avec ses propres banderoles et mots d'ordre, elle a participé au défilé du 1^{er} Mai, diffusé *CLE/Information* et collecté de nouvelles signatures.

Ces quatre mois d'activité ont permis d'élargir le front unitaire et de grouper plus de cinquante organisations démocratiques, sans compter les comités universitaires. C'est encourageant, mais insuffisant.

Chaque jour, cinq cents enfants irakiens de moins de cinq ans meurent, victimes directes de l'embargo. N'oublions pas ; refusons d'être complices !

L'action doit se démultiplier et se développer dans les villes et dans les régions. Les groupes régionaux existant doivent établir des liens réguliers entre eux et avec le centre (14, rue Nanteuil, 75014 Paris).

CLE/Information est à votre service. Devenez ses correspondants, ses diffuseurs et ses représentants sur place.

PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE

(1) 45 81 30 85

TESTEZ L'INTOX

Prenez des gens au hasard dans la rue, dans le bus, sur un marché, etc., et posez-leur la question : "Savez-vous que l'embargo tue chaque jour cinq cents enfants irakiens de moins de cinq ans ?" Il vous suffira alors de noter le pourcentage de réponses du genre : "C'est pas vrai, l'embargo continue ?"

A vos calculettes. Ecrivez-nous le taux de désinformation que vous aurez trouvé !

PAS D'ALIGNEMENT

Lors du meeting unitaire du 11 avril, le président de la Coordination a déclaré : "Notre défense inconditionnelle du peuple irakien ne signifie ni aveuglement, ni alignement sur un régime que nous n'entendons pas cautionner. Nous savons, en tout cas, que la condition sine qua non pour que le peuple irakien, dans toutes ses composantes, prenne en main son avenir et fasse progresser les libertés démocratiques, c'est que soit levé l'embargo qui le réduit au chômage, le divise, le paralyse, l'étrangle, le tue."

USA

Lu dans l'hebdomadaire *Air et Cosmos* n° 1366 : "Le Pentagone étudie une nouvelle liste de cibles pour les missiles balistiques US : la Libye, la Syrie, l'Irak, l'Iran figureraient parmi les Etats ainsi visés mais aussi la Chine, l'Inde, le Pakistan et, bien entendu, la Corée du Nord. (...) Des propositions sur les nouvelles cibles seront soumises au président George Bush."

Dans le jargon du Pentagone, l'unité de mesure est l'"équivalent Irak", autrement dit quatre-vingt-huit mille tonnes de bombes et de missiles. *Air et Cosmos* ne dit pas combien d'unités sont prévues pour traiter l'Inde (huit cent cinquante millions d'habitants) ou la Chine (un milliard trois cents millions d'habitants).

LIBYE

Le Conseil de sécurité, une fois de plus, s'érige en gouvernement supranational et décide des sanctions à l'égard de la Libye. Qui a donc intérêt à recoloniser les ressources pétrolières mondiales ?

EMBARGO ACTUALITÉ... EMBARGO ACTUALITÉ

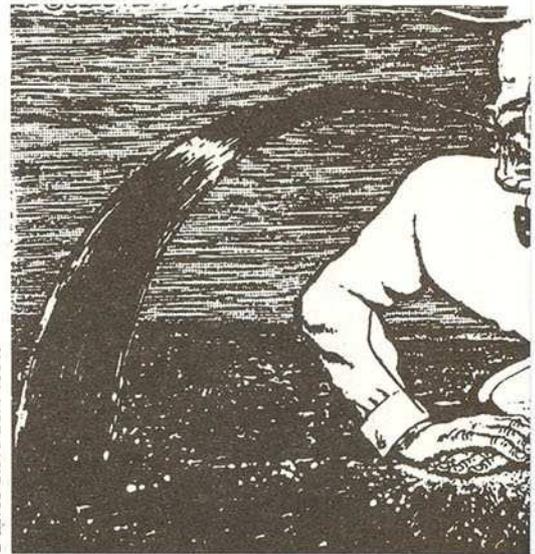
Selon l'envoyé spécial en Irak d'*Algérie Actualité* (numéro du 12 mars 1992), 30 % de la population active est réduite au chômage total, les campagnes sont en friche, le cheptel est quasi inexistant, l'oviculture a disparu totalement. Les médias occidentaux se plaisent à publier des images d'abondance sur le marché de Bagdad mais, "si tout est disponible, rien n'est accessible", les prix ayant été multipliés par dix pour la viande, par quarante pour la semoule, par cent pour les œufs, et un litre de lait coûte sur le marché libre la moitié du salaire mensuel d'un fonctionnaire.

La survie des gens est assurée par les denrées subventionnées délivrées par l'Etat contre tickets de rationnement. Elles ne procurent qu'environ le quart d'une ration normale. Le coût budgétaire des subventions n'en est pas moins considérable : cinq milliards de dollars par an, cette charge étant plus que doublée par la mise en circulation d'une masse de faux dinars imprimés à Londres (estimée à sept milliards de dollars) que la Banque nationale accepte d'échanger aux particuliers.

Qu'en est-il des officines de pharmacie ? Pour garder la face, beaucoup de pharmaciens allument leur enseigne mais ils n'ont rien à vendre : ni vaccins (la diphtérie et la coqueluche font des ravages), ni insuline, ni antibiotiques ou autres médicaments de base. Faute d'anesthésiques, "les césariennes se font à vif".

La mission "Enfants du monde" (Monique Brioude et J. Sakséna, du 8 au 16 février 1992) s'est attachée au problème des enfants. La pollution de l'eau reste gravissime dans de grandes villes comme Falluga (à cent kilomètres de Bagdad), faute de chlore et de pièces pour réparer les stations de pompage. A Bassorah, dont les huit stations d'épuration ont été détruites, la situation est catastrophique. Dans les villages, faute de camions citernes, on consomme de l'eau polluée.

Le centre médical de Saklawa, situé à soixante-dix kilomètres de Bagdad, est en



D'après Steve Ben, 1991.

Los Angeles, Atlanta, St
APPEL AUX 29 COALISÉS - STOP - ORDRE MON

charge de quarante mille personnes. Au cours des six derniers mois, il a reçu trois kilos de coton et soixante doses de vaccin. Il n'y a aucune ambulance pour les urgences.

Les enfants de moins de cinq ans sont victimes de malnutrition. Leur ration alimentaire est quantitativement insuffisante mais, constituée de riz, de farine, de sucre et d'huile, elle est qualitativement désastreuse pour leur développement. La ration de lait en poudre est de trente grammes, soit un biberon par jour, avant un an. De cette carence massive en apports protidiques résulte un état de malnutrition généralisé, et la mortalité infantile a augmenté de 435 %.

Sur quatre millions d'enfants de cette tranche d'âge, beaucoup resteront handicapés à vie par les nuisances bien connues de la malnutrition sur le développement du cerveau, notamment sur les aptitudes intellectuelles et la psychomotricité. N'est-ce pas une forme particulièrement pernicieuse d'infanticide ?

D' M. B.

KURDISTAN

Le Comité du Kurdistan (147, rue La Fayette, 75010 Paris) dénonce le terrorisme d'Etat du régime Özal contre les quinze millions de Kurdes turcs (un quart de la population) et déplore la visite malencontreuse en Turquie du président François Mitterrand, les 13 et 14 avril dernier, peu après les massacres du 21 mars. Sa visite "a été largement exploitée par la presse officielle et le gouvernement turc" à un moment où l'indignation de la communauté internationale amenait le chancelier Kohl lui-même à suspendre la coopération militaire germano-turque. La Coordination soutient le droit à l'autodétermination du peuple kurde dans tous les pays concernés : Turquie, Iran, Irak et Syrie. Concernant la minorité kurde d'Irak, son leader le plus représentatif, M. Barzani, déclarait, lors d'une récente conférence de presse à Paris, que la solution ne peut être que l'autonomie dans le cadre d'un Etat irakien démocratique.

KOUCHNER

Le 1^{er} août 1991, le Figaro rapportait cette petite phrase de notre ministre délégué à l'ingérence : "Je pense franchement qu'il n'y a pas plus d'épidémies que de famine en Irak. Saddam Hussein se moque de nous." Comme le disait récemment un collègue de cet anticolonialiste repentini : "Bernard ? un tiers mondiste, deux tiers mondain."



Francisco, New York...
AL EN PÉRIL - STOP - SIGNÉ : GEORGE BUSH

BIBLIOGRAPHIE

- ★ *Guerre du Golfe : le dossier secret*, de Pierre Salinger et Eric Laurent, Editions Olivier Orban, 304 pages.
- ★ *Golfe, clefs pour une guerre annoncée*, d'Alain Gresh et Dominique Vidal, le Monde Edition, 300 pages.
- ★ *Voyage aux sources de la guerre*, d'Alain Joxe, PUF, Paris, 1991, 443 pages.
- ★ *Le Pape contre la guerre du Golfe : Jean-Paul II censuré*, de Jean Toulat, Editions Eil, Paris, 150 pages.
- ★ *La Guerre du Golfe et l'Avenir des Arabes*, livre constitué de communications présentées à chaud, lors de débats organisés par l'éditeur, Cères Productions, Tunis, diffusion France Edisud, 1991.
- ★ *Golfe et Moyen-Orient : les conflits*, de Bassma Kodmani-Darwish, May Chartouni-Dubarry (préface de Thierry de Montbrial, IFRI-Dunod, Paris, 1991, 154 pages.
- ★ *Histoire de la crise du Golfe*, de Chapour Haghghat, Complexe, Bruxelles, 1991, 480 pages.
- ★ *Cette guerre qui nous déshonore*, de René Dumont, Le Seuil, mai 1992.
- ★ *Une certaine idée de la République m'amène à...*, de Jean-Pierre Chevènement, Albin Michel, Paris, 1992, 304 pages.

CLAUDE BOURDET

Cela fait maintenant plus d'un an que l'action se développe non seulement contre Saddam Hussein, mais contre toute la population irakienne. Des milliers d'enfants sont morts, d'autres vont mourir. La puissance américaine a développé son action dans toute la région. Il y a un jour, lointain, la France était l'alliée de Bagdad et l'industrie française développait une action constructive dans les villes et les campagnes. On se demande ce qui s'est passé. L'attaque contre le Koweït n'était certes pas admissible mais, à voir la façon dont l'équipe dirigeante koweïtienne s'est comportée une fois qu'on lui a rendu le gouvernement de son pays, on se demande aussi si les Irakiens n'ont pas été poussés dans cette guerre par les manœuvres américaines. En tout cas, beaucoup de choses dans le déclenchement de la guerre ne sont pas claires et il s'agit vraiment de problèmes sur lesquels un pays comme la France aurait gagné à avoir sa propre politique, au lieu de s'incliner devant celle des Américains. Aujourd'hui, ce qui est le plus urgent, c'est la restitution à l'Irak de toutes ses activités de puissance régionale. Notre pays en a fait assez et peut demander qu'on laisse enfin les enfants irakiens manger à leur faim.

CLAUDE CHEYSSON

L'aide est dorénavant réservée aux peuples dont les dirigeants ont passé leur brevet de démocratie. Soit. Mais, à l'extrême, les peuples qui ont le malheur d'être mal dirigés risquent d'être exclus de la communauté internationale ; et l'embargo assurera le respect des limites infranchissables. Que Saddam Hussein ait été condamné pour avoir envahi un Etat souverain, qu'il ait été contraint à se retirer, tout cela était juste. Fallait-il pour autant écraser un peuple ? Faut-il lui imposer un véritable blocus ? Le peuple d'Irak est coupé du monde ; les échanges sont interdits, les vols même à destination de l'Irak sont interceptés. Les rapports d'organisations internationales, d'Eglises, d'associations humanitaires, les appels de personnalités incontestables sont ignorés. Mieux vaut, en effet, étouffer les pleurs et les cris de ces dizaines, plus probablement de ces centaines de milliers de femmes et d'enfants qui dépérissent et meurent. Qu'est donc cet ordre international ? Comment accepter que des responsables, parfaitement informés, eux, des hommes qui

ont tant fait pour l'affirmation des droits fondamentaux, acceptent que des peuples soient ainsi isolés, coupés du monde, exclus de l'humanité ?

* N'aurait-il pas été plus sage de le lui interdire ? Ce que les Américains, évidemment informés des préparatifs militaires, pouvaient évidemment faire par l'envoi de quelques avions au Koweït, même avant l'invasion.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Le "nouvel ordre mondial" naissait il y a un peu plus d'un an dans le sang et dans l'infamie. L'infamie, parce que les révoltés en Irak répondaient à l'appel explicite des Américains, ou tout au moins du président Bush.

La guerre du Golfe se poursuit aujourd'hui dans la honte et même l'abjection. Tout un peuple, hommes, femmes, enfants, vieillards, est pris en otage de ses dirigeants. Les Américains veulent la disparition de Saddam Hussein, en sachant, toutefois, qu'ils ne peuvent le remplacer que par un régime similaire. Alors, ils imposent à tout un peuple un cruel embargo, avec toutes ses conséquences désastreuses. Les plus élémentaires droits de l'homme sont ainsi bafoués au nom d'un "droit" forgé pour la circonstance par la diplomatie des Etats-Unis, sous couvert des "Nations unies", ainsi dévoyées de leur mission véritable.

La France avait cru, en participant à la guerre, pouvoir être présente à la table des négociations. Elle n'a donc aucune raison de se prêter davantage à la comédie d'un embargo hypocrite.

La vraie France doit exprimer les valeurs universelles que porte en elle la République. Alors, tous ensemble, rassemblons-nous et agissons pour redonner sa voix à la France et son sens à la République. Agissons pour la levée de l'embargo !

GALE PIERRE GALLOIS

Je m'associe en pensée à vos efforts pour mettre fin à un embargo injustifié et inhumain qui inflige à la population irakienne déjà si cruellement éprouvée d'inadmissibles souffrances supplémentaires.

Nul doute que l'histoire jugera sévèrement le comportement des puissances qui entendent dire et incarner le droit alors qu'à court terme elles servent des intérêts égoïstement nationaux au mépris de tout sens de l'humain.

APPEL DU 26 JUILLET

Lors d'une conférence de presse tenue le vendredi 26 juillet 1991, trente-deux personnalités ont lancé un appel pour la levée immédiate de l'embargo imposé à l'Irak. Si les termes de cet appel sont conformes à votre position à l'égard de cette tragédie, nous vous prions de bien vouloir le signer, le faire signer autour de vous et le retourner à Lise Bousidi, 144, avenue d'Italie, 75013 Paris.

"Selon des informations incontestables, provenant entre autres des Nations unies, des milliers de personnes, et notamment des enfants, sont menacées de famine et d'épidémie en Irak.

"L'embargo total entraîne un grave déficit des denrées alimentaires de première nécessité, de médicaments et de soins, d'eau potable, d'énergie, de moyens de transport, de produits nécessaires à l'agriculture.

"Les soussignés, considérant qu'aucun système de sanction à l'égard d'un Etat ne peut justifier l'extermination d'un peuple, exigent qu'il soit mis fin immédiatement à un blocus qui met en jeu la vie de ce peuple."

CHRÉTIENS CONTRE L'EMBARGO

"Il est nécessaire, il est urgent d'œuvrer à la levée de l'embargo dont souffre la population irakienne", déclare un appel lancé en janvier 1992 par les organisations chrétiennes Justice et Paix, la Mission de France, Pax Christi et la CIMADE. Silence dans les médias...

Le 15 avril dernier, le pape Jean-Paul II a appelé à l'"assouplissement" de l'embargo imposé à l'Irak et demandé que toutes les mesures nécessaires soient prises pour qu'il soit mis fin à la souffrance des populations irakiennes. Il se référait au rapport d'une commission du Vatican qui s'est rendue en Irak au cours de la deuxième semaine d'avril sous la direction de M^r Wagner. Ce rapport insiste sur l'urgence impérieuse de levée de l'embargo alimentaire et sanitaire.

Depuis la crise du Golfe, le pape s'est prononcé à vingt-huit reprises contre la guerre et contre l'embargo, sans que les médias y portent intérêt. Ce qui fait dire à un partisan convaincu de la laïcité: "Le pape, qui bénéficie du concours de tous les médias, quand il condamne... l'engagement des militants chré-

tiens en Amérique du Sud, le voilà censuré, boycotté, dès qu'il s'avise de contester la légitimité de la guerre du Golfe: éclatante démonstration qu'aujourd'hui les clés du capital ouvrent plus de portes que celles de saint Pierre." (Jean-Pierre Chevènement, *Une certaine idée de la République*, Albin Michel, Paris)

- Dis, maman, je l'reverrai plus, papa ?
- Peut-être bientôt, mon petit, si l'embargo continue !



HUMANITAIRE

"Médecine pour le tiers monde" (68, rue de la Caserne, 1000 Bruxelles) collecte des fonds pour la reconstruction d'une usine de lait en poudre en Irak.

"Comitato Golfo" (via Festa del Perdono, 6, 20122 Milan) ouvre une souscription pour les victimes civiles de la guerre, "Un pont pour Bagdad".

La Coordination pour la levée de l'embargo ne fait pas appel aux dons humanitaires. Cela ne veut pas dire qu'elle n'a pas besoin de votre soutien financier pour développer son action unitaire. Vos chèques seront les bienvenus.

SOUS CONDITION

Une certaine "Association Mars 1991", regroupant des opposants irakiens au régime de Bagdad (elle se revendique de la "grande insurrection populaire de mars 1991"), se prononce pour la levée de l'embargo sous condition "que les revenus du pétrole soient confiés à des organisations humanitaires internationales afin d'en faire bénéficier directement les populations irakiennes"...

Le propos est peu consistant car, sauf à demander à M. Bush de reprendre la guerre pour dépecer l'Etat irakien entre un Etat national kurde indépendant au nord et un Etat religieux chiite au

sud, on voit mal sur quoi cela pourrait déboucher. La position adoptée par cette fraction de l'opposition irakienne démontre par l'absurde que la levée de l'embargo doit être inconditionnelle et immédiate. Il en va de la survie de toutes les composantes du peuple irakien.

LIBYE

La Fédération des travailleurs africains en France (FETAF, Bourse du travail, 93100 Montreuil) lance une campagne de pétition: "Non à l'embargo économique contre la Libye". Elle dénonce la vaste campagne de conditionnement psychologique organisée sous la houlette des Etats-Unis, la mise de l'ONU devant le fait accompli et elle appelle à la solidarité avec les travailleurs libyens.

ROUMAILAH

M. Bush a décidé d'annexer, par émir du Koweït interposé, les gisements et installations pétroliers de la province de Roumilla, qui sont les plus importants d'Irak. Les compagnies nationales Elf et Total protestent, mais le gouvernement français se tait.

Uruguay round, monopole pétrolier, même combat. La mise au pas de l'Europe est en bonne voie, isn't it, M. Roland Dumas.

(suite de la page 1) C'est un fait: ce projet géopolitique était le mobile de la guerre. Des responsables du Pentagone le déclaraient, le 24 juin 1991, au *Herald Tribune*: "Le but des quarante-trois jours de bombardements massifs était la destruction des entreprises civiles et il prévalait sur l'objectif de victoire militaire." Ils ajoutaient que le choix de détruire les sites industriels les plus coûteux et les plus complexes se justifiait par le fait que l'Irak serait ensuite incapable de les reconstruire sans l'aide des entreprises étrangères. C'était aussi, disaient-ils, un moyen de maintenir la pression sur l'Irak après la guerre.

Ils attendaient de la destruction des infrastructures civiles des contrats de reconstruction (comme ce fut le cas au Koweït, où ils furent signés avant le déclenchement des hostilités). Après l'écrasement de l'Irak et l'implantation des bases américaines au Proche-Orient, nous voyons que les objectifs, avoués, et non avoués, de cette guerre sont largement atteints: l'émirat du Koweït rétabli, la sécurité des régimes pro-américains assurée, l'Irak placé sous mandat.

Comment justifier la poursuite d'un embargo meurtrier, dont les seules victimes sont des civils? Est-ce cela le nouvel ordre mondial? Un peuple soumis à l'arme de la faim, au chômage généralisé, et qui voit la démocratie promise plus lointaine que jamais? Face à cette iniquité, la Coordination pour la levée de l'embargo s'est fixé une ligne de solidarité avec les victimes de cette guerre, sans pour autant que sa démarche constitue une caution au régime de Bagdad.

Subhi Toma

CLE INFORMATION

Mensuel - Directeur de publication: Subhi Toma - Rédacteur en chef: Marcel Bleibtreu - Correspondance: CLE, 14, rue Nanteuil, 75015 Paris - Composition et impression: Rotographie, Montreuil (48 59 00 31) - Commission paritaire en cours

NUIT ET BROUILLARD

Dans la nuit et le brouillard de la censure, de l'autocensure et de la désinformation, un petit lumignon est apparu. Beaucoup souhaiteraient qu'il s'éteigne. Il s'agit de *CLE Information*, bien sûr. Son avenir dépend de vous seuls. Comment? C'est simple. Abonnez-vous, abonnez vos amis, envoyez-nous la liste des personnes auxquelles vous souhaitez que le bulletin soit envoyé, organisez la diffusion locale. Et, tous ensemble, nous marquerons des points contre le silence qui tue aussi, comme l'embargo.

Nom: Prénom:

Adresse:

Ci-joint un chèque de 100 F , 200 F ou plus à l'ordre de CLE, à retourner à CLE, 14, rue Nanteuil, 75015 Paris.